

COMMUNIQUE DE LA XII^{ème} REUNION DU CONSEIL DE PAIX ET DE SECURITE

African Union (Addis Ababa)

4 Juillet 2004

Le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), réuni en sa douzième réunion, au niveau ministériel, le 4 juillet 2004, a adopté le communiqué qui suit:

A. SUR LA CRISE DANS LA REGION SOUDANAISE DU DARFOUR

Le Conseil,

1. Réitère sa grave préoccupation face à la situation qui prévaut dans la région du Darfour, au Soudan, particulièrement la crise humanitaire et les informations sur les violations persistantes des droits de l'homme, y compris les attaques commises contre les civils par les milices Janjaweed, et réitère la nécessité de traduire en justice tout les responsables des violations des droits de l'homme au Darfour;

2. Note que, tout en étant grave, avec un niveau inacceptable de morts, de souffrances humaines, de destructions de maisons et d'infrastructures, la situation au Darfour ne peut être caractérisée comme étant un génocide. Le Conseil note, en outre, que la crise doit être réglée urgemment pour éviter une nouvelle escalade ;

3. Se félicite des mesures prises par le Gouvernement du Soudan en vue de protéger la population civile, faciliter le travail des agences humanitaires et des ONGs et leur garantir un accès sans restriction aux populations affectées. Le Conseil se félicite également de l'engagement pris par le Gouvernement du Soudan de désarmer et de neutraliser les milices Janjaweed et lui demande instamment de mettre en oeuvre l'ensemble de ces engagements ;

4. Exhorte le Gouvernement du Soudan, le Mouvement pour la libération du Soudan (SLM) et le Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM) à mettre en oeuvre les engagements pris dans le cadre de l'Accord de cessez-le-feu humanitaire signé le 8 avril 2004 et à s'abstenir de toutes actions qui pourraient constituer des violations et de la lettre et de l'esprit des Accords signés jusqu'ici ;

5. Demande en outre aux autorités soudanaises d'évaluer l'étendue des destructions liées au conflit dans le Darfour et d'examiner les voies et moyens de dédommager les populations affectées ;

6. Note avec satisfaction le rôle de premier plan que joue l'UA dans le règlement de la crise au Darfour et exhorte la communauté internationale à continuer à appuyer ces efforts ;

7. Félicite le Président Déby du Tchad pour ces efforts de médiation, entrepris avec l'appui de la Commission de l'UA et d'autres partenaires. Le Conseil lance un appel aux acteurs concernés pour qu'ils poursuivent ces efforts vigoureusement ;

8. Se félicite de la mise en place de la Commission de cessez-le-feu à El Fashir, depuis le 9 juin 2004, ainsi que du déploiement partiel des observateurs militaires de l'UA dans la région du Darfour, et demande à la Commission d'accélérer ce processus, y compris le déploiement des éléments de protection prévus dans le cadre de l'Accord du 28 mai 2004 sur la mise en place de la Commission de cessez-le-feu et le déploiement des observateurs. Le Conseil demande en outre aux parties d'apporter leur entière coopération à la Commission de cessez-le-feu et à la Mission d'observation, en vue de faciliter les efforts en cours visant à restaurer une paix durable au Darfour ;

9. Se félicite en outre de la tenue de la première réunion de la Commission conjointe prévue par l'Accord de cessez-le-feu humanitaire, à N'djamena, le 2 juillet 2004, et demande aux parties soudanaises de participer pleinement à la réunion prévue le 15 juillet 2004, au siège de l'UA, pour discuter de questions politiques, afin d'arriver à un accord global ;

10. Le Conseil exprime sa grave préoccupation face à l'impact de la crise sur la stabilité du Tchad et de la région dans son ensemble et, à cet égard, se félicite de la décision des Gouvernements soudanais et tchadien de mettre en place des patrouilles conjointes le long de leur frontière commune afin de renforcer la sécurité. Le Conseil exprime sa disposition à soutenir ces efforts.

B. SUR LA SITUATION EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

Le Conseil,

1. Exprime sa préoccupation face aux difficultés qui continuent à entraver le fonctionnement normal des institutions de transition et à retarder la mise en oeuvre de l'Accord global et inclusif et face à la détérioration des relations entre la RDC et le Rwanda, consécutivement aux événements survenus à Bukavu et à Kamanyola, au Sud Kivu, en mai/juin 2004 ;

2. Invite le Président de la Commission, en consultation étroite avec les Nations Unies, à prendre toutes les dispositions requises pour faciliter la mise en place du mécanisme de vérification conjoint RDC/Rwanda dans l'esprit de la déclaration du 27 novembre 2003 et sur la base des engagements pris à Abuja le 25 juin 2004 ;

3. Invite, en outre, le Président de la Commission à initier, en marge de la session de la Conférence de l'Union prévue à Addis Abéba, du 6 au 8 juillet 2004, des consultations avec le Secrétaire général des Nations Unies pour examiner les voies et moyens d'un règlement durable du problème des forces négatives (ex-FAR et Interahamwé) ;

4. Encourage l'initiative visant à organiser, en marge de la session de la Conférence de l'Union, prévue à Addis Abéba du 6 au 8 juillet 2004, une rencontre entre les Présidents Joseph Kabila et Paul Kagamé, en présence d'autres chefs d'Etat et de Gouvernement, du Secrétaire général des Nations Unies et du Président de la Commission de l'Union africaine, pour renforcer la dynamique née de la rencontre qui a eu lieu à Abuja, le 25 juin 2004, et examiner les voies les meilleures d'une normalisation des relations entre les deux pays ;

5. Encourage le Président de la Commission à prendre toutes les dispositions qu'il jugera appropriées, y compris le renforcement du Bureau de Liaison de l'UA en RDC, en vue, d'une part, de contribuer au renforcement de la confiance entre les parties congolaises au processus en cours, d'autre part, au renforcement des relations entre la RDC et le Rwanda, dans le cadre de la promotion des objectifs de l'Accord global et inclusif.

B. SUR LA SITUATION AU BURUNDI

Le Conseil,

1. Se félicite de l'évolution encourageante du processus de paix au Burundi. A cet égard, le Conseil encourage le Gouvernement de transition du Burundi et les parties burundaises à ne ménager aucun effort en vue de l'aboutissement de la période de la transition, tel que stipulé dans l'Accord de paix et de réconciliation d'Arusha du 28 août 2000 ;

2. Entérine la décision du 21ème Sommet de l'Initiative régionale, tenu à Dar-es-Salaam, le 5 juin 2004 ;

3. Soutient la décision du 21ème Sommet d'accorder un délai supplémentaire de trois mois au PALIPEHUTU-FNL d'Agathon Rwasa pour qu'il se joigne au processus de paix et d'imposer, avec effet immédiat, des restrictions sur les mouvements des dirigeants et membres du PALIPEHUTU-FNL et demande aux Etats membres de mettre en oeuvre cette décision;

4. Demande à la Commission, conformément au communiqué du 21ème Sommet de l'Initiative régionale, d'examiner les activités du PALIPEHUTU-FNL à la lumière de l'Acte constitutif de l'Union africaine, de la Convention sur la prévention et la lutte contre le terrorisme et d'autres décisions et instruments pertinents, et de lui soumettre des recommandations sur les mesures qui pourraient être prises, pour la suite utile.

D. SUR LA SITUATION EN COTE D'IVOIRE

Le Conseil,

1. Se félicite des efforts de médiation que déploie la CEDEAO, avec l'appui du Président de la République Gabonaise, en vue de relancer le processus de paix et de réconciliation. Le Conseil exhorte les parties ivoiriennes à apporter leur entière coopération à ces efforts et à faire montre de la volonté politique requise pour faciliter l'application intégrale et inconditionnelle de l'Accord de Linas-Marcoussis ;

2. Se félicite en outre du dialogue qui vient d'être renoué entre le Président de la République et l'opposition politique, et exhorte les Forces nouvelles à reprendre leur place à la table des négociations. Le Conseil rappelle que seules des discussions franches entre toutes les parties prenantes à la crise ivoirienne peuvent créer les conditions propices à la reprise du fonctionnement effectif du Gouvernement et à la relance du processus de paix ;

3. Demande à la Commission de continuer à soutenir le processus de paix en Côte d'Ivoire, y compris en facilitant les échanges d'expérience avec les pays qui ont été confrontés à des problèmes similaires.

E. SUR LES RELATIONS ENTRE L'ERYTHREE ET LE SOUDAN

Le Conseil,

1. Demande au Président de la Commission de préparer et de lui soumettre, en temps utile, un rapport sur cette question sur la base des efforts passés de l'UA et de la décision du Conseil du 25 mai 2004;

2. Décide de rester saisi de la question.

F. SUR LE PROCESSUS DE PAIX ENTRE L'ERYTHREE ET L'ETHIOPIE

Le Conseil,

1. Encourage les efforts en cours déployés par des dirigeants africains et les Nations Unies pour surmonter les difficultés rencontrées dans le processus de paix et faciliter la normalisation des relations entre l'Erythrée et l'Éthiopie ;

2. Décide de rester saisi de la question.